

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

NEVERS, le

22.01.2010

Unité territoriale Nièvre/Yonne
Subdivision de la Nièvre
Boulevard du Pré Plantin
58000 NEVERS
Tél. 03 86 36 00 55 – Fax. 03 86 36 76 90

Affaire suivie par Gilles ROUX
gilles.roux@developpement-durable.gouv.fr
Courriel : ut5889n.dreal-bourgogne@developpement-durable.gouv.fr
FL/SD n° 58-10/ 36

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SAS VAM DRILLING France
Site de Villechaud

à

COSNE-COURS-SUR-LOIRE (Nièvre)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Présent
pour
l'avenir

Siège DREAL :
BP 27 805 – 21078 Dijon cedex
Tél : 03 80 29 44 44 – fax : 03 80 29 87 91

Par dossier de demande déposé en préfecture de la Nièvre le 2 octobre 2007 (transmis à la DIRE le 25 octobre 2007, jugé recevable le 4 janvier 2008 et complété en dernier lieu le 4 avril 2008), M. Éric DUCHENNE, agissant en qualité de directeur industriel de la SAS VAM DRILLING France, ayant son siège social 7 rue des Frères Lumière – BP 45 – 58202 COSNE- COURS-SUR-LOIRE, sollicite l'autorisation d'exploiter, rue des Guérins au lieu-dit « Villechaud », sur le territoire de cette même commune, une unité de fabrication de tiges de forage destinées à l'industrie pétrolière.

Il s'agit en fait d'une régularisation, le précédent exploitant, à savoir la société SMFI, ayant été mis en demeure, par arrêté préfectoral n° 2005-P-2111 du 11 juillet 2005, de régulariser la situation administrative de cette implantation, soumise à autorisation préfectorale au titre du code de l'environnement. Un premier dossier en ce sens avait bien été déposé en décembre 2005 par SMFI mais celui-ci n'avait fait l'objet d'aucune suite après avoir été jugé, à l'époque, irrecevable.

1. CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

1.1. Identification

Le demandeur est la société SAS VAM DRILLING, dont le siège social est situé 7 rue des Frères Lumière – BP 45 – 58202 COSNE-COURS-SUR-LOIRE, représentée par M. Éric DUCHENNE, responsable administratif du projet.

L'unité d'exploitation est située rue des Guérins au lieu-dit Villechaud, sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE (Nièvre). L'établissement emploie actuellement 108 salariés. Il a été repris à la société SMFI fin 2006 par la nouvelle société VAM DRILLING FRANCE, filiale du groupe VALLOUREC.

1.2. Capacités financières

VAM DRILLING France appartient au groupe international VALLOUREC, dont le siège social est situé à BOULOGNE-BILLANCOURT (92). Ce groupe compte 30 sociétés dans le monde avec 45 unités de production réparties dans 10 pays ; il emploie plus de 17 700 personnes. Ses principales activités couvrent les domaines comme l'automobile, la mécanique, la chimie et la pétrochimie, l'énergie électrique, etc....

VAM DRILLING France Villechaud est, comme pour le site de COSNE, spécialisée dans la fabrication de tiges de forage destinées à l'industrie du pétrole. C'est un fournisseur majeur de l'ensemble des groupes pétroliers ; ses produits sont utilisés dans plus de 100 pays.

En 2008, le chiffre d'affaires du groupe a été de 6 437 M€ ; celui du site de Villechaud a été de 56 M€ en 2008.

1.3. Capacités techniques

Pour assurer sa production, l'entreprise dispose d'un parc important de machines outils (5 foreuses, 3 fraiseuses, 15 tours, 2 scies, etc), de machines de grenaillage et de polissage, de 5 presses à redresser, d'installations de traitements de surfaces. La maîtrise de l'ensemble de ses équipements est assurée par du personnel hautement qualifié.

La société est certifiée API (American Petroleum Institute) et ISO 9001. Depuis fin 2008 elle est certifiée ISO 14001.

2. ACTIVITÉS

L'activité principale est le travail mécanique des métaux et alliages, par sciage, alésage, soudure, tournage, etc... En 2008, le site de VILLECHAUD a produit 15 892 t de tiges dites « tiges lourdes » directement utilisées pour les forages. L'objectif est d'atteindre une capacité 15 000 t/an à l'horizon 2008-2010. L'augmentation de la production implique donc un rythme d'activité de 24 h/24, 5 j/7 et des investissements pour l'achat de machines supplémentaires.

Deux produits principaux sont fabriqués à Villechaud :

- les « Drill Collars », qui représentent 30% des pièces produites (ce sont des « tiges masses » qui permettent d'exercer une force de compression sur les outils de forage) ;
- les « Thick Wall Drip Pipe » qui correspondent à 70 % de la production (ce sont des « tiges porte-outils, composées d'un tube sur lequel les outils sont fixés).

La société travaille avec plus de 300 clients dans le monde répartis dans plus de 100 pays.

3. IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

Le site est localisé sur la parcelle 418 de la section cadastrale DO de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE. Il occupe un terrain de plus de 28 ha. Les surfaces imperméabilisées (parking et surfaces bétonnées) représentent 6 800 m² et les surfaces bâties 9 726 m², les surfaces restantes sont en matériaux compactés sur environ 9 000 m² ou sont aménagées en espaces verts (environ 2 800 m²).

Le site est implanté en zone UE au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE. Il s'agit d'une zone destinée principalement aux activités commerciales, artisanales et industrielles.

On trouve ainsi :

- au Nord, la zone industrielle du Tremblat ;
- au Sud, des habitations se situant à une vingtaine de mètres des limites de l'entreprise ;
- à l'Est, des champs agricoles et l'imprimerie Moore Response Marketing ;
- à l'Ouest, la ligne ferroviaire reliant Paris à Clermont Ferrand, puis des champs agricoles.

4. OBJET DE LA DEMANDE

La société VAM DRILLING France Cosne ne dispose pas d'arrêté préfectoral d'autorisation, ni d'aucun récépissé de déclaration.

Le précédent exploitant, la société SMF, a été mis en demeure par arrêté préfectoral n° 2005-P-2111 du 11 juillet 2005 de régulariser la situation administrative du site ; un premier dossier a été déposé en décembre 2005. Celui-ci, jugé irrecevable à l'époque, n'a fait l'objet d'aucune suite.

Le dossier est aujourd'hui repris et porté par la société VAM DRILLING France qui poursuit l'objectif d'une régularisation de la situation administrative de son établissement vis-à-vis de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Il tient compte des évolutions apportées aux techniques de production des tiges de forage. La demande est déposée pour une capacité maximale de production de 16 000 tonnes de produits par an (capacité équivalente à la production maximale de 15 000 tonnes de tiges de forage par an).

5. ASPECTS ADMINISTRATIFS

Les installations relèvent des régimes de l'autorisation et de la déclaration prévus aux articles L.512-1 et L.512-8 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau suivant.

Rubriques	Désignation des activités	Caractéristiques de l'installation	Régime (*)
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 500 kW	Nombreuses machines outils, représentant une puissance installée de 3 000 kW	A
2561	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages	1 four + 2 étuves Puissance : 666 kW	D
2920-2b	Installations de réfrigération et de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	2 compresseurs à vis d'une puissance totale absorbée : 132 kW	D
2921-1b	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air. L'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé ». La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW.	Une tour aéroréfrigérante (TAR) à circuit primaire ouvert. Puissance thermique évacuée : 256 kW	D
2564-2	Nettoyage, dégraissage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1 500 litres	Deux cuves de dégraissage, décapage de surfaces d'un volume total de 380 litres	D
2565-2b	Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique Procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1 500 litres	Une ligne de phosphatation par trempage et une ligne de phosphatation par cloche représentant un volume total : 1000 litres	D
2940-2b	Application de vernis, peinture, apprêt sur support quelconque par tout procédé autre que le trempé, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j.	Quantité maximale utilisée : 37,5 kg/j	D

(*) : A : autorisation ; D : déclaration

6. PRÉSENTATION DU SITE

6.1. Accès

L'entreprise est implantée sur la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE au lieudit « VILLECHAUD ». Les voies de circulation routières autour du site sont les rues des Guérins (à l'ouest) et l'allée verte (à l'est).

6.2. Protection contre les intrusions

Le site est entièrement clos. L'accès aux poids lourds et aux véhicules légers se fait par une entrée unique située rue des Guérins.

6.3. Matériel d'exploitation et personnel

VAM DRILLING France emploie à ce jour sur son site de VILLECHAUD, 108 personnes dont 90 ouvriers, 3 cadres et 15 ATAM (Agents, Techniciens, Agents de Maîtrise).

Les bâti représente une superficie de 9 726 m². Le site comprend :

- Un bâtiment principal dont l'emprise au sol est de 9 170 m² dans lequel sont réalisés les différentes phases d'usinage et de traitement, ainsi que le stockage des pièces.
- Un bâtiment administratif accolé au précédent, représentant une surface totale de 555 m² qui regroupe les bureaux, un réfectoire et des vestiaires.

L'outil de production est composé d'un ensemble de plus de 35 machines permettant l'usinage mécanique des pièces, leur mise en forme et leur soudure ainsi que divers installations et équipements annexes, indispensables au bon fonctionnement de l'usine (ponts roulants, compresseurs d'air, cuves pour le traitement des matériaux, chariots élévateurs, fours pour la trempe et le recuit, différents stockages d'huiles de coupe et de lubrification, bennes de stockage des copeaux et déchets divers, locaux informatiques, équipements administratifs, etc...).

7. FONCTIONNEMENT DU SITE

Le travail est assuré en continu sur trois postes journaliers (3 x 8) sur 5 jours (du lundi au vendredi). Les opérateurs réalisent 35 h hebdomadaire.

Les principales étapes de fabrication sont résumées ci-après :

- réception des matières premières,
- opération de sciage permettant de dimensionner les pièces en longueur,
- redressage à l'aide de presses hydrauliques afin de rendre les tiges rectilignes,
- alésage de chaque tige en son centre,
- filetage des extrémités pour permettre l'assemblage des tiges au cours des opérations de forage,
- traitement de phosphatation contre la corrosion,
- écrouissage permettant d'apporter une résistance supplémentaire,
- mise à longueur et finitions extérieures, (ébavurage, galetage, etc...),
- stockage avant expédition.



Présent
pour
l'avenir

www.bourgogne-developpement-durable.gouv.fr

8. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES COMPENSATOIRES

Le présent chapitre résume les différents impacts et risques industriels sur l'environnement liés aux activités de l'entreprise et présente les mesures compensatoires apportées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation

8.1. Consommation d'eau

Le site de Villechaud n'est pas situé dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable. La consommation totale d'eau en 2008 a été de 3 195 m³ (eaux vannes, appoints de la chaine de phosphatation, compléments des installations de refroidissement, purge de la tour aéroréfrigérante et fabrication d'émulsions).

Les eaux de refroidissement du banc de rechargement HF1 et celle de l'atelier soudure fonctionnent depuis 2007 en circuit fermé.

8.2. Rejets d'eau

Les différents réseaux d'eau du site sont de type séparatif :

- les réseaux de collecte des eaux pluviales des parkings, aires étanches et toitures sont raccordés, avant rejet dans des fossés communaux, à deux déboucheurs déshuileurs à obturation automatique.
- les eaux sanitaires sont évacuées par le réseau communal.

Il n'y a aucun rejet d'eaux industrielles ; les eaux souillées sont stockées et régulièrement évacuées et traitées en tant que déchets. Les purges de la tour aéroréfrigérante sont rejetées dans le réseau communal de collecte des eaux sanitaires.

8.3. Risques de pollution accidentelles

En fonctionnement normal, aucun rejet sur le sol n'est toléré. Les produits susceptibles de provoquer une contamination du sol et/ou des eaux souterraines sont essentiellement les huiles minérales utilisées pour l'usinage (huiles de coupe), pour l'entretien et la lubrification des machines.

D'une manière générale, tous les stockages de produits liquides ou pâteux potentiellement polluants sont placés sur des rétentions étanches. Les huiles entières sont utilisées en circuit fermé. Elles sont stockées dans chaque machine outil placée sur rétention étanche. Pour les foreuses, l'huile est stockée dans des fosses enterrées de 10 à 20 m³, double enveloppe.

Sur chaque machine d'usinage les copeaux et l'huile sont récupérés par un convoyeur qui assure leur séparation. L'huile est systématiquement filtrée avant réutilisation ; elle est analysée régulièrement. Les copeaux sont dirigés vers des containers où ils sont égouttés. Ils sont ensuite transférés dans des bennes étanches sur rétention, abritées des intempéries.

Tous les ans, lors de la fermeture du site, les fosses contenant les huiles des foreuses sont vidangées et leur étanchéité vérifiée visuellement.

Chaque installation de traitement de surface, comprenant différentes cuves de produits chimiques potentiellement très polluants, est également placée sur rétention étanche.

Enfin, les opérations de dépotage et de manutention de produits liquides sont réalisées sur des rétentions étanches, sous la surveillance d'un préposé.

8.4. Pollution des sols, du sous sol et de la nappe phréatique

Dans le cadre de la reprise du site, VAM DRILLING a fait réaliser, en janvier 2007, une étude des risques (EDR) qui a révélé des impacts en hydrocarbures et composés chlorés sur les sols et dans le sous sol. En 2008, la société a fait réaliser, une étude complémentaire sur la caractérisation de cette ancienne pollution. En 2009, 305 tonnes de terres ont été excavées, évacuées et traitées dans une filière autorisée. Par ailleurs, un traitement des COV (Composés Organiques Volatils) a été assuré in situ. Pour ce qui concerne l'état de la nappe phréatique des piézomètres aménagés au moment des investigations n'ont pas révélé la présence d'eau.

8.5. Impacts sur l'air

Les principales sources d'émissions à l'atmosphère sont :

- les machines utilisées pour le travail mécanique des métaux : tours, fraiseuses, foreuses, centres d'usinage, rectifieuses, etc... qui ont pour principaux rejets des vapeurs d'huile de coupe et des poussières,
- des postes de soudure et une installation de ressuage à l'origine de poussières et de composés organiques volatils (COV),
- des installations de décapage et de phosphatation,
- Une tour aéroréfrigérante (TAR) qui rejette des vapeurs d'eau pouvant présenter un risque en cas de contamination par des bactéries (légionnella)

L'essentiel des rejets est émis de manière diffuse dans les ateliers ; ceux-ci sont évacués par des extracteurs d'air, disposés en toiture des bâtiments. Les autres rejets canalisés sont évacués par des cheminées (poste de rechargement par soudure, installation de ressuage, etc...)

Des mesures ont été effectuées en décembre 2006 par le laboratoire TAUW France en entrée et en sortie des cheminées d'évacuation, du poste de « rechargement par soudure » (principal poste de soudure), de l'installation de ressuage et en sortie des extracteurs d'air situés en toiture des bâtiment pour les tours d'usinage et le reste des rejets diffus. Les résultats ne font pas apparaître de dépassement des normes prescrites par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Une nouvelle campagne réalisée par la même société les 25 et 26 juin 2008 sur le rejets du poste de rechargement et l'installation de ressuage arrive à la même conclusion

Une surveillance annuelle est réalisée par VAM DRILLING France sur les systèmes d'aspiration.

La tour aéroréfrigérante est quant à elle conforme aux prescriptions réglementant ce type d'installation.

8.6. Impacts sonores

Les activités de l'entreprise sont source de bruits pouvant être à l'origine de nuisances pour le voisinage immédiat de l'établissement.

Une campagne de mesures réalisée le 30 mars 2006 par la société FRANK CHEVALIER CONSEIL, a permis de constater que les valeurs limites des niveaux sonores et des émergences étaient respectées.

Le site de VILLECHAUD ne fait l'objet d'aucune plainte sur le sujet.

8.7. Impacts sur la santé humaine

L'étude sanitaire réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation conclut que les activités de l'entreprise ne présentent pas de risque particulier dans ce domaine.

8.8. Impacts visuels

La société est implantée en zone industrielle, à proximité d'autres usines. Elle est bien intégrée dans le paysage environnant.

8.9. Impacts sur la faune et la flore

Le site est implanté en dehors des périmètres de protection des ZNIEFF. L'impact sur la faune et la flore est limité.

8.10. Production et gestion des déchets

La nature des déchets produits sur le site est de deux types :

- Les déchets industriels dangereux (DID) comprenant les huiles de toutes natures, les eaux souillées, les tubes fluorescents, les solvants, les chiffons souillés, etc....
- les déchets non dangereux (DND) comprenant du bois, les copeaux métalliques, des papiers, cartons, etc...

La société tient à jour un registre relatif à l'élimination des déchets qu'elle génère, comme le prescrit l'article R.541-43 du code de l'environnement. L'élimination et le traitement sont réalisés conformément à la législation en vigueur sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a engagé une politique de réduction de sa production de déchets à la source en mettant en place un tri sélectif. L'installation de bennes permettant de récupérer les huiles par famille (avec des rétentions séparées) afin de les réutiliser dans le process est prévue.

Les zones de stockage ont par ailleurs été aménagées afin d'empêcher tous risques de pollutions chroniques et/ou accidentelles.

8.11. Risques incendie explosion

La principale activité exercée sur le site, l'usinage mécanique de métaux et alliages, ne présente pas en elle-même de risques importants de cette nature. Toutefois certaines activités complémentaires ou connexes comme le soudage (notamment à l'aluminium), le traitement de surface et la présence de certaines installations peuvent être à l'origine de départ d'incendie ou de propagation d'un feu, voire d'une explosion. Il s'agit par exemple des stockages importants d'huiles, les stockages de déchets, de solvants utilisés pour les nettoyages, de fioul domestique pour les chariots élévateurs, de peintures, les fours et radiants fonctionnant au gaz naturel, etc...

Afin de prévenir de tels risques, d'en limiter et d'en combattre les effets, l'exploitant a prévu des mesures organisationnelles, ainsi que des moyens humains et matériels de lutte contre d'éventuels sinistres. Dans ce cadre des procédures de prévention, comme pour la délivrance de permis de feu, des consignes de sécurité, des procédures d'intervention et un plan d'évacuation, ont été établis.

Le site dispose d'une équipe de première intervention composée d'une vingtaine de personnes formées (sauveteurs secouristes, animateur sécurité, coordinateur sécurité, etc...), présentes en fonction des horaires de travail.

L'établissement est doté d'environ 80 extincteurs, adaptés aux différents type de feux à combattre. Des produits absorbants sont également répartis dans les différents bâtiments. Une borne incendie est située à proximité de l'usine, rue des Guérins. Enfin, l'entreprise est implantée à une quinzaine de minutes de la caserne des pompiers de la ville de Cosne sur Loire.

Des formations à la manipulation des extincteurs et la maîtrise des procédures et consignes de sécurité, ainsi que des exercices de secours et d'intervention sont régulièrement assurés en interne.

Les installations fonctionnant au gaz (radians) font l'objet d'un suivi et d'un entretien réguliers.

Enfin, afin de maintenir à l'intérieur de l'établissement les eaux d'extinction d'un éventuel incendie important, l'exploitant a réalisé en 2009 un système de rétention permettant de recueillir environ 500 m³ d'eau. Il s'agit d'une buse étanche de grand diamètre enterrée qui ceinture le site.

9. ENQUÊTE PUBLIQUE

Celle-ci s'est déroulée du 5 mai 2008 au 7 juin 2008 inclus, soit une durée de 34 jours. Elle a été assurée par Madame NIEZ Andrée, désignée comme commissaire enquêteur par ordonnance du tribunal administratif de DIJON du 6 février 2008.

L'ensemble des services administratifs et des municipalités concernés par la demande a été consulté.

9.1. Résultats

Une seule observation est parvenue au commissaire enquêteur ; celle-ci émane de la mairie de COSNE COURS SUR LOIRE qui signale un stationnement important de camions sur la Route Départementale 243, créant une certaine insécurité et une déformation de la voirie.

L'ensemble des remarques et observations a été repris dans le procès-verbal de notification joint au rapport du commissaire enquêteur. Le tout a été transmis au pétitionnaire en date du 16 juin 2008. Ce dernier a fourni un mémoire en réponse, en date du 26 juin 2008, où il apporte ses réponses aux observations mentionnées.

9.2. Avis du commissaire enquêteur

Après analyse des observations recueillies et des solutions proposées par le pétitionnaire pour y répondre, le commissaire enquêteur émet en conclusion dans son rapport final du 30 juillet 2008, un *avis favorable* à la demande de régularisation administrative présentée par la société VAM DRILLING FRANCE COSNE :

- d'une part, pour la poursuite des activités qu'elle exerce sur le territoire de la commune de COSNE COURS SUR LOIRE, au lieu-dit Villechaud,
- et d'autre part, pour l'augmentation de la production de son site, jusqu'à une capacité maximale 15 000 tonnes par an de tiges de forage,

sous réserve de la réalisation de façon hebdomadaire d'un contrôle de la concentration en oxydants et de la conductivité sur la tour aéro-réfrigérante.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur *recommande* qu'un aménagement spécifique soit réalisé, aux frais du pétitionnaire, sur la route départementale n°243, au droit du site, en accord avec le Conseil général et en concertation avec la Ville de Cosne sur Loire, afin d'assurer le stationnement des poids lourds en toute sécurité.

9.3. Avis des services consultés

DRAC : par courrier du 15 mai 2008, cette direction indique que le projet ne semble pas susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

DDAF : Avis favorable, en date du 6 juin 2008, *sous réserve* de la prise en compte des éléments suivants :

- ✓ les eaux industrielles n'ont pas à être déversées directement dans le milieu naturel. Une évacuation appropriée doit être envisagée.
- ✓ Les systèmes d'assainissement non collectif ne semblent pas conformes aux normes DTU en vigueur. Un tel rejet en milieu superficiel est interdit, sauf impossibilité technique, ce qui doit faire l'objet d'une demande de dérogation. La mise en conformité de ces installations pourrait intervenir avant le raccordement prévu au futur réseau séparatif de la commune.
- ✓ L'épandage des matières de vidange issues des fosses septiques est soumis à la réglementation loi sur l'eau, dès qu'un certain volume est dépassé. Le seuil n'est pas dépassé ici, mais il convient de respecter de bonnes pratiques (distances d'épandage, doses,...).

DDASS : Avis défavorable en date du 9 juin 2008, avec les remarques suivantes :

- ✓ Les mesures de bruit montrent que les émergences dues aux activités du site sont, en zone à émergence réglementée, supérieures aux valeurs réglementaires. Les actions annoncées en 2007 par le pétitionnaire dans son dossier ont-elles été mises en place ? Dès lors qu'elles le seront, une étude devra être menée pour vérifier leur efficacité.
- ✓ l'étude sur les impacts sanitaires, manque de rigueur, les différents choix ne sont que très rarement justifiés, elle comporte des erreurs de calcul et des incohérences, l'origine des données n'est pas toujours fournie, le choix du modèle utilisé pour la dispersion des rejets n'est pas argumenté, etc... Une nouvelle étude prenant en compte les résultats des mesures prévues en mars 2008 devra être fournie.
- ✓ le dossier ne mentionne pas la présence d'un disconnecteur sur le réseau d'alimentation d'eau alors qu'un tel équipement est impératif en entrée de site.
- ✓ Le plan d'action "légionelles" élaboré en juin 2007 ne comporte ni responsable, ni délai, et rien n'est précisé sur son état d'avancement.

DDE : Avis favorable en date du 9 juin 2008, *sous réserve* que les observations suivantes soient prises en considération :

- ✓ L'extrait du règlement de la zone UE du PLU, datant de 2002, est obsolète du fait des modifications qui ont été apportées par délibérations du 16 août 2006 et du 25 juin 2007. Il devra donc être actualisé. Toutefois, l'activité des ICPE reste autorisée, sous réserve qu'elle n'entraîne pour le voisinage aucune incommodité, et en cas d'accident, aucun dommage grave ou irréparable aux personnes et aux biens.
- ✓ les dispositions nécessaires au respect des niveaux de bruit admis par la réglementation doivent être prises et suivies de mesures de contrôles.

SDIS : Dans une correspondance en date du 18 juin 2008, le service apporte les remarques suivantes :

- ✓ Il n'a pas été porté à sa connaissance d'hydrants situés à moins de 200 m du site pouvant être retenus comme élément de la défense incendie,

- ✓ Les documents fournis ne présentent pas de moyens de défense contre l'incendie autres que des moyens mobiles tels que des extincteurs.
- ✓ L'étude ainsi réalisée démontre que la défense incendie est, en l'état, défailante.

SIDPC : En l'absence de réponse de ce service, son *avis est réputé favorable*.

9.4. Avis des municipalités touchées par le rayon d'affichage (2km)

Conseil municipal de MYENNES : *Avis favorable* émis lors de la séance du 4 juin 2008, sous réserve que tous les travaux envisagés soient réalisés et que prenne fin la pollution.

Conseil municipal de SAINT-PERE : *Avis favorable* rendu à l'unanimité lors des délibérations en date du 16 juin 2008.

Conseil municipal de COSNE COURS SUR LOIRE : *Avis favorable* à l'unanimité émis au cours de la délibération du 23 juin 2008 tout en souhaitant que l'entreprise VAM DRILLING FRANCE mette en place une signalétique suffisante indiquant l'extension du nouveau parking pour les livraisons et les enlèvements du matériel. Ceci afin de limiter le stationnement important des poids lourds sur la Route Départementale 243, qui entraîne un risque pour la sécurité routière, mais également pour la voirie (déformation de la route).

9.5. Réponses de l'exploitant

En réponse aux différentes observations et remarques émises durant l'enquête publique, l'exploitant a fait parvenir un mémoire comprenant :

- un rapport du 25 mars 2008 sur des campagnes de mesures acoustiques réalisées par la société AD INGÉNIERIE,
- un rapport de la société Tauw France, concernant des analyses sur les rejets atmosphériques réalisées le 25 juin 2008

Par ailleurs, une rencontre avec la DDASS a eu lieu en novembre 2008 suite aux fortes réserves émises par ce service sur le dossier. Il a été convenu qu'un délai serait accordé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour réaliser un complément sur l'étude concernant les impacts sanitaires des activités. De même, une rencontre a eu lieu avec le SDIS le 4 juillet 2008 afin de répondre aux observations de ce service.

Il ressort de tous ces documents et de ces rencontres les éléments résumés ci-après :

➤ *En matière de bruit :*

- La tour aéroréfrigérante (TAR) a été équipée d'un silencieux. L'efficacité de cette installation a été confirmée par les mesures réalisées les 6 et 7 mars 2008 par la société AD Ingénierie. Les niveaux sonores exigibles sont maintenant respectés, y compris dans les zones à émergence réglementée.

➤ *En matière de pollutions atmosphériques :*

- des mesures réalisées en juin 2008 par la société TAUW France, accréditée COFRAC pour ce type de mesures, dans les conditions habituelles de fonctionnement des activités, sur le rejet d'un poste de rechargement soudure et sur le rejet du poste de ressuage, ne font apparaître aucun dépassement des normes en vigueur en matière de rejets en poussières, en métaux et en composés organiques volatils (COV).

➤ *En matière d'insécurité routière :*

- le terrain, effectivement mis à la disposition de l'entreprise par la commune, n'est cependant pas utilisé comme parking ; il sert au stockage de matières premières et de produits finis non souillés, ce qui permet de « désengager » la RD 243. Une convention a été établie avec la municipalité.

10. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'analyse présentée ci-dessous s'appuie sur les informations fournies dans le dossier de demande d'autorisation déposé par le pétitionnaire et soumis à enquête publique, mais également sur l'ensemble des informations qui ont été données dans le cadre de l'enquête publique, ainsi que sur les éléments d'appréciation qui ont pu être recueillis au cours des différentes rencontres, réunions, visites des lieux, examens de documents complémentaires, etc.

10.1. Aspects administratifs et conformité de l'instruction

10.1.1. La demande d'autorisation

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter instruit apparaît conforme, tant sur le fond que sur la forme, aux exigences réglementaires applicables (art. R 512-2 à R 512-9 du code de l'environnement).

10.1.2. L'enquête publique

Celle-ci s'est déroulée dans les formes et les délais définis par la réglementation en vigueur.

10.2. Aspects réglementaires du projet

D'une manière générale, les installations et les activités du site sont soumises aux dispositions fixées par le livre V du code de l'environnement, ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

10.3. Capacités techniques et financières du pétitionnaire

VAM DRILLING FRANCE appartient au groupe international VALLOUREC ; la société bénéficie donc de l'appui financier, de l'expérience et des moyens techniques de cette grande entreprise américaine, d'envergure mondiale.

10.4. Aspects environnementaux

VAM DRILLING a répondu aux interrogations et aux différentes demandes qui lui ont été présentées durant l'enquête publique, mais également lors de l'inspection menée sur le site le 27 juillet 2009, à la suite de laquelle elle a su mettre en place les mesures nécessaires sollicitées.

Lors de cette visite, les inspecteurs ont pu constater l'avancée des aménagements et des mesures prises, comme annoncé dans le dossier de demande d'autorisation. En résumé :

- il n'y plus de rejet diffus à l'atmosphère au poste de ressuage et au poste de contrôle par Ultrasons,
- le refroidissement du banc HF1 a été aménagé en circuit fermé,
- un suivi des fosses à huile a été mis en œuvre,
- les réseaux eaux usées-eaux pluviales ont été séparés,

- deux débourbeurs-déshuileurs à obturation automatique permettant un traitement des eaux pluviales ont été installés en sortie de site,
- deux cuves mobiles double-enveloppe sont maintenant utilisées pour la collecte des huiles usagées,
- un programme de mise sur rétention de tous les petits contenants a été établi et est en cours de réalisation,
- des portes automatiques ont été installées sur les bâtiments N et M afin de limiter les émissions sonores en direction du voisinage,
- un silencieux a été placé sur la TAR,
- un dispositif pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie a été aménagé,
- toutes les bennes à déchets ont été mises à l'abri des intempéries,

11. CONCLUSION ET PROPOSITION

Les derniers investissements consentis en matière de protection de l'environnement, près de 2 millions d'euros sur le site de VILLECHAUD, et la certification au titre de la norme ISO 14001 montrent une réelle volonté de l'entreprise à régulariser sa situation.


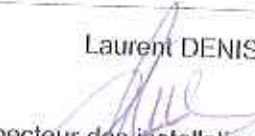
En conclusion, à partir de l'analyse présentée ci-dessus, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un *avis favorable* pour la délivrance de l'autorisation sollicitée par la société SAS VAM DRILLING FRANCE COSNE :

- d'une part, pour la régularisation administrative de ses activités déjà exploitées sur son site implanté rue des Guérins, au lieu-dit VILLECHAUD sur la commune de COSNE COURS SUR LOIRE (Nièvre),
- et d'autre part, pour l'augmentation sur ce même site de sa capacité de production à 16 000 tonnes de produits par an (capacité équivalente à la production maximale de 15 000 tonnes de tiges de forage par an).

Sous réserve :

- x de l'installation d'une détection incendie couvrant l'ensemble des bâtiments raccordée à une alarme,
- x de la mise sur rétention des petits contenants non encore équipés,
- x de l'installation d'un disconnecteur en entrée de site sur le réseau de distribution d'eau potable,

Un projet d'arrêté réglementant les installations projetées et leur exploitation et prenant en considération tout ce qui précède est joint en annexe au présent rapport.

Rédigé par	Vérifié et approuvé par
<p>Gilles ROUX</p>  <p>Inspecteur des installations classées Chef de la subdivision environnement de la Nièvre</p>	<p>Laurent DENIS</p>  <p>Inspecteur des installations classées Chef de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne</p>



Présent
pour
l'avenir

www.bourgogne.developpement-durable.gouv.fr